

Bureau du  
Commissaire  
à la magistrature  
fédérale

1998-1999  
Budget des dépenses

Un rapport sur les plans et les priorités

Approuvé :

---

Ministre de la justice et  
Procureur général du Canada

## Table des matières

|                     |   |    |
|---------------------|---|----|
| <b>Partie I :</b>   | <b>Messages</b> .....   | 3  |
|                     | A. <i>Le message</i> .....  | 3  |
|                     | B. <i>Déclaration de la direction</i> .....   | 4  |
| <b>Partie II :</b>  | <b>Vue d ensemble du Bureau</b> .....   | 5  |
|                     | A. <i>Mandat, rôles et responsabilités</i> .....  | 5  |
|                     | B. <i>Objectifs</i> .....   | 5  |
|                     | C. <i>Plan des dépenses</i> .....   | 6  |
| <b>Partie III :</b> | <b>Plan, priorités et stratégies</b> .....  | 7  |
|                     | A. <i>Sommaire des plans, priorités et stratégies clés</i> .....  | 7  |
|                     | B. <i>Détails par programme et secteur d activité</i> .....   | 8  |
|                     | Dépenses prévues .....  | 8  |
|                     | Objectif .....  | 8  |
|                     | Facteurs externes qui ont un effet sur le secteur d'activité .....  | 8  |
|                     | Plans et stratégies clés .....  | 9  |
|                     | Résultats escomptés .....   | 10 |
| <b>Partie IV :</b>  | <b>Renseignements supplémentaires</b> .....   | 11 |
| Tableau 1 :         | Autorisations de dépenser (Extrait du tableau du sommaire du portefeuille dans la Partie II du Budget des dépenses et rapprochement avec le Détail des dépenses des programmes) ..... | 12 |
| Tableau 2 :         | Structure organisationnelle et présentation des dépenses prévues par programme et secteur d'activité .....  | 12 |
| Tableau 2.1 :       | Équivalents temps plein (ÉTP) prévus par programme et secteur d'activité .....  | 13 |
| Tableau 2.2 :       | Détails des besoins en ÉTP .....  | 13 |
| Tableau 3 :         | Sommaire des articles de dépense courants du Bureau .....   | 14 |
| Tableau 4 :         | Ressources par programme et secteur d'activité pour l'exercice du Budget des dépenses .....   | 15 |
| Tableau 5 :         | Détails des paiements de transfert par programme et secteur d'activité  | 15 |
| Tableau 6 :         | Détails des recettes par programme .....  | 16 |
| Tableau 7 :         | Coût net du programme pour 1998-1999 .....  | 17 |
| Tableau 8 :         | Liste des lois et des règlements .....  | 17 |
| Tableau 9 :         | Références .....  | 18 |
| <b>Index</b> .....  |   | 19 |

## **Partie I :**

### **A. Le message**

Le Bureau du commissaire à la magistrature fédérale a été créé en 1978 dans le but de protéger l'indépendance de la magistrature et de soumettre les juges nommés par le gouvernement fédéral à une administration indépendante de celle du ministère de la Justice. Il a pour mission de promouvoir la bonne administration de la justice au Canada, notamment en soutenant la magistrature fédérale.

Le Bureau du commissaire administre trois éléments séparés dont le financement provient de trois sources très distinctes. Le paiement du traitement, des indemnités et de la pension des juges, de même que des prestations versées à leurs bénéficiaires survivants, est prévu par la loi. Deux crédits distincts permettent d'appuyer les activités administratives du Bureau du commissaire et celles du Conseil canadien de la magistrature.

Conformément à la *Loi sur les juges*, la Cour fédérale du Canada et la Cour canadienne de l'impôt gèrent chacune un budget distinct voté par le Parlement.

L'administration du Bureau du commissaire est structurée de manière à refléter le caractère distinct du rôle de soutien à la magistrature fédérale que joue le Bureau. Son seul secteur d'activité est celui de la magistrature fédérale et ses trois services internes sont les suivants : l'administration, le Conseil canadien de la magistrature et les sommes versées en application de la *Loi sur les juges*.

Ces services internes sont axés sur le respect de nos priorités : protéger l'indépendance administrative de la magistrature, améliorer l'efficacité du travail de la magistrature grâce à une utilisation maximale de la technologie, remplir l'obligation que la loi impose au Commissaire, qui consiste à assurer un soutien convenable aux activités de la magistrature et fournir des services administratifs centralisés aux juges.

Le Bureau applique des stratégies d'évaluation mesurant les résultats clés obtenus pour déterminer le degré de réalisation de ces priorités.

Guy Y. Goulard

## B. Déclaration de la direction

### DÉCLARATION DE LA DIRECTION

#### Un rapport sur les plans et les priorités 1998-1999

Je sou mets, en vue de son dépôt au Parlement, le Rapport sur les plans et les priorités de 1998-1999 (RPP) du Bureau du Commissaire à la magistrature fédérale

À ma connaissance (et sous réserve des observations ci-dessous), les renseignements :

- Décrivent fidèlement les mandat, plans, priorités, stratégies et résultats clés escomptés de l'organisation.
- Sont conformes à la politique et aux Instructions du Conseil du Trésor, ainsi qu'aux principes de divulgation de l'information énoncés dans les *Lignes directrices pour la préparation du Rapport sur les plans et les priorités*.
- Sont complets et exacts.
- Sont fondés sur de bons systèmes d'information et de gestion sous-jacents.

Je suis satisfait des méthodes et procédures d'assurance de la qualité qui ont été utilisées pour produire le RPP.

Les ministres du Conseil du Trésor ont approuvé la structure de planification, de rapport et de responsabilisation (SPRR) sur laquelle s'appuie le document et qui sert de fondement à la reddition de comptes sur les résultats obtenus au moyen des ressources et des pouvoirs fournis.

\_\_\_\_\_  
Nom

\_\_\_\_\_  
Date

## **Partie II : Vue d'ensemble du Bureau**

Le Programme est dirigé par le Commissaire à la magistrature fédérale; il est secondé par un sous-commissaire chargé des questions liées aux finances, au personnel, à l'administration et à la formation linguistique, par le Secrétariat des nominations à la magistrature, qui administre les quinze comités consultatifs des nominations à la magistrature fédérale, par un directeur général chargé de la publication du *Recueil des arrêts de la Cour fédérale*, ainsi que par la directrice exécutive du Conseil canadien de la magistrature.

### **A : Mandat, rôles et responsabilités**

L'article 73 de la *Loi sur les juges* prévoit la création du poste de Commissaire à la magistrature fédérale, dont le titulaire a le rang et le statut de sous-chef d'un ministère. L'article 74 précise les attributions du Commissaire. Le Bureau du commissaire est chargé d'appliquer la Partie I de la *Loi sur les juges* en versant aux juges de la Cour fédérale du Canada, de la Cour canadienne de l'impôt et aux juges nommés par le gouvernement fédéral des tribunaux d'instance supérieure un traitement, des indemnités et une pension en conformité avec la *Loi sur les juges*. Le Commissaire établit les présentations budgétaires de la Cour fédérale du Canada, de la Cour canadienne de l'impôt et du Conseil canadien de la magistrature, il fournit des services administratifs au Conseil canadien de la magistrature et il accomplit les missions que le ministre de la Justice lui confie, dans le cadre de sa compétence, pour la bonne administration du système judiciaire au Canada.

### **B : Objectif**

- fournir le soutien administratif nécessaire pour introduire un pouvoir judiciaire indépendant dans l'ère de l'informatique et gérer avec probité et prudence les dépenses prévues par la loi sous le régime de la Partie I de la *Loi sur les juges*.

## C. Plan des dépenses

| (en millions de dollars)  | Dépenses<br>prévues<br>1997-1998* | <b>Dépenses<br/>prévues<br/>1998-1999</b> | Dépenses<br>prévues<br>1999-2000 | Dépenses<br>prévues<br>2000-2001 |
|---|-----------------------------------|---|----------------------------------|----------------------------------|
| <b>Dépenses brutes de programme:</b>                              |                                   |   |                                  |                                  |
| Magistrature fédérale   | 220,7                             | <b>232,2</b>                              | 239,6                            | 239,6                            |
| <i>Moins:</i> Recettes à valoir sur le crédit                     | 0,3                               | <b>0,3</b>                                | 0,3                              | 0,3                              |
| <b>Dépenses nettes de programme</b>                               | <b>220,4</b>                      | <b>231,9</b>                              | 239,3                            | 239,3                            |
| <i>Moins:</i> Recettes à valoir sur le Trésor                     |                                   |   |                                  |                                  |
| <i>Plus:</i> Non-budgétaires                                      |                                   |   |                                  |                                  |
| <i>Plus:</i> Coût des services fournis par<br>d'autres ministères | 0,7                               | <b>0,7</b>                                | 0,7                              | 0,7                              |
| <b>Coût net du Ministère</b>                                      | <b>221,1</b>                      | <b>232,6</b>                              | 240,0                            | 240,0                            |

\* Reflète les changements inclus dans la mise à jour en cours d'exercice pour l'année financière

## Partie III : Plans, priorités et stratégie

### A. Sommaire des plans, priorités et stratégies clés

| Bureau du Commissaire à la magistrature fédérale   |  |
|--|--|
| (PLANS) pour fournir aux Canadiens :   | (STRATÉGIES) seront démontrées par :   |
| Une administration qui fait bénéficier la magistrature fédérale d'une gamme complète de services de soutien administratif comme le prévoit la <i>Loi sur les juges</i> , afin de protéger et de promouvoir son indépendance et son efficacité. | <ul style="list-style-type: none"><li>• révision continue des procédures courantes</li><li>• promotion de la formation et du perfectionnement des juges</li><li>• évaluation et mise en oeuvre de services communs centralisés</li><li>• examen d'autres formules de prestation de services de formation linguistique des juges</li><li>• mesures visant à faire du Bureau le centre de coordination et de promotion de projets de coopération</li><li>• optimisation de l'utilisation de la technologie</li></ul> |

## B. Détails par programme et secteur d activité

### 1. Secteur d activité/Structure des activités

Le bureau du Commissaire à la magistrature fédérale s'occupe exclusivement de la magistrature fédérale.

#### Dépenses prévues

| (en milliers de dollars)                           | Dépenses<br>prévues<br>1997-1998 | Dépenses<br><b>prévues</b><br><b>1998-1999</b> | Dépenses<br>prévues<br>1999-2000 | Dépenses<br>prévues<br>2000-2001 |
|--|----------------------------------|--|----------------------------------|----------------------------------|
| Dépenses brutes de programme                       | 220 693                          | <b>232 200</b>                                 | 239 620                          | 239 613                          |
| <i>Moins : Recettes à valoir sur le<br/>crédit</i> | 275                              | <b>275</b>                                     | 275                              | 275                              |
|  | 220 418                          | <b>231 925</b>                                 | 239 345                          | 239 338                          |
| <i>Moins : Recettes à valoir sur<br/>le Trésor</i> |                                  |  |                                  |                                  |
| Revenu total                                       | 275                              | <b>275</b>                                     | 275                              | 275                              |
| <b>Total des dépenses nettes</b>                   | 220 418                          | <b>231 925</b>                                 | 239 345                          | 239 338                          |

#### Objectif

L'objectif du Bureau consiste à fournir le soutien administratif nécessaire pour introduire un pouvoir judiciaire indépendant dans l'ère de l'informatique et gérer avec probité et prudence les dépenses prévues par la loi sous le régime de la Partie I de la *Loi sur les juges*.

#### Facteurs externes qui ont un effet sur le secteur d activité

Les principaux facteurs qui ont un effet sur la nature et la portée de l'Administration du programme du Bureau du commissaire sont le nombre et la nature des causes entendues par la Cour fédérale du Canada, la demande de services judiciaires dans les deux langues officielles et le nombre de candidats à la magistrature. Les modifications apportées à la *Loi sur les juges* ainsi que le nombre de juges actifs et à la retraite tendent aussi à se répercuter sur la charge de travail administratif liée à la prestation de services. Les progrès technologiques, tels que la vidéoconférence et l'informatisation des outils de travail des juges et de la communauté juridique, exercent une grande pression sur les juges pour qu'ils se tiennent à jour. Le programme joue un rôle très actif à toutes les étapes de la conception et de la gestion de ces projets à l'intention des juges.



## Plans et stratégies clés

- révision continue des procédures courantes de traitement des demandes de paiement des juges dans le but de réduire le taux d'erreur et les délais de traitement tout en absorbant une augmentation du volume des demandes;
- promotion de la formation et du perfectionnement des juges et efforts marqués de rationalisation de ces services. Cette mesure visera l'uniformité, la cohérence et l'excellence dans la formation et le perfectionnement des juges;
- évaluation et mise en oeuvre de services communs centralisés, lorsque cette centralisation est opportune, afin de rehausser l'excellence et l'efficacité administratives et de réduire les coûts. On offrira de plus la prestation de services administratifs contre remboursement des frais à d'autres ministères et organismes;
- examen d'autres formules de prestation de services de formation linguistique des juges, par exemple, en n'interrompant pas la formation les fins de semaine, ce qui réduirait la durée des cours et en abaisserait les coûts. Des tests complémentaires pourraient être élaborés et administrés pour évaluer les niveaux de compétence linguistique et les besoins de formation additionnelle. La possibilité d'offrir de la formation à distance et de la formation multimédia sera aussi examinée;
- prise de mesures pour faire du Bureau le centre de coordination et de promotion de projets de coopération entre la magistrature canadienne et les juges de pays étrangers. L'un des projets vise la prestation de services de formation et de mise sur pied d'une structure institutionnelle au gouvernement de l'Ukraine;
- optimisation de l'utilisation de la technologie de façon à fournir aux juges les meilleurs outils disponibles pour l'exécution de leurs fonctions judiciaires. L'élément central de cette stratégie est l'engagement du Bureau du commissaire à améliorer et à étendre le Réseau électronique de la magistrature informatisée, un réseau spécialisé accessible aux juges de nomination fédérale, afin de faciliter et d'encourager l'échange de renseignements entre les juges. Cette stratégie mettra pleinement à profit les réseaux d'information existants et aidera le Bureau à s'acquitter de son engagement et devoir d'informer les juges de façon innovatrice et moins coûteuse. Soulignons également l'importance du rôle de soutien joué par le Bureau en faveur des progrès de la technologie de la vidéoconférence pour les juges. Une fois cette technologie au point et bien implantée, des économies importantes pourront être réalisées, notamment au titre des frais de déplacement. Les initiatives pour vidéo conférence seront poursuivies sujet au succès de l'identification des sources de financement.

## Résultats escomptés

- grâce à la promotion de la formation et du perfectionnement de la magistrature, les juges devraient être mieux informés des questions d'actualité et plus aptes à profiter des outils auxquels ils ont déjà ou auront bientôt accès pour s'acquitter plus facilement de leurs fonctions judiciaires;
- la stratégie visant la conclusion d'arrangements en vue de la prestation de services intégrés à d'autres petits organismes nous permet de faire meilleur usage de nos ressources et de notre expertise et entraîne une réduction des coûts pour le gouvernement, puisque ces organismes ne sont plus tenus de maintenir des ressources suffisantes au sein de leur propre personnel pour la prestation de ces services. Nous sommes en mesure d'améliorer notre organisation en assumant ces tâches et responsabilités supplémentaires tout en comblant un vide au sein du gouvernement. Nous communiquerons avec d'autres petits organismes semblables pour déterminer s'il est possible qu'ils utilisent nos services;
- nous évaluerons différentes techniques d'apprentissage nouvelles, comme l'apprentissage à distance et l'utilisation de la technologie multimédia, qui pourraient entraîner une réduction du coût global de la formation des juges;
- en devenant le centre de coordination et de promotion des projets de coopération entre la magistrature canadienne et les juges des pays étrangers, nous pourrons nous assurer de l'utilisation optimale de l'expertise des juges canadiens pour aider ces pays. Tous les programmes auxquels nous participerons seront menés en collaboration avec l'ACDI et financés par d'autres ministères ou organismes;
- grâce à l'optimisation de l'utilisation de la technologie, nous garantirons, au moyen de projets comme le Réseau électronique pour la magistrature informatisée, l'accessibilité de voies de communication entre les juges. Le résultat net de cette initiative, bien que difficilement quantifiable, devrait se traduire par une réduction du coût des services judiciaires pour la population. Les progrès de la technologie de la vidéoconférence dans les salles d'audience revêtent beaucoup d'importance. Une fois cette technique au point, on pourrait réaliser des économies de taille, notamment au titre des frais de déplacement.

## **Partie IV : Renseignements supplémentaires**

Tableau 1 : Autorisations de dépenser (*Extrait du tableau du Sommaire du portefeuille dans la partie II du Budget des dépenses et rapprochement avec le Détail des dépenses des programmes*)

### **Renseignements sur le personnel**

Tableau 2 : Structure organisationnelle et présentation des dépenses prévues par programme et secteur d'activité

Tableau 2.1 : Équivalents temps plein (ÉTP) prévus par programme et secteur d'activité

Tableau 2.2 : Détails des besoins en ÉTP

### **Renseignements financiers additionnels**

Tableau 3 : Sommaire des articles de dépense courants du Bureau

Tableau 4 : Ressources par programme et secteur d'activité pour l'exercice du Budget des dépenses

Tableau 5 : Détails des paiements de transfert par programme et secteur d'activité

Tableau 6 : Détails des recettes par programme

Tableau 7 : Coût net du programme pour 1998-1999

### **Autres renseignements**

Tableau 8 : Liste des lois et des règlements

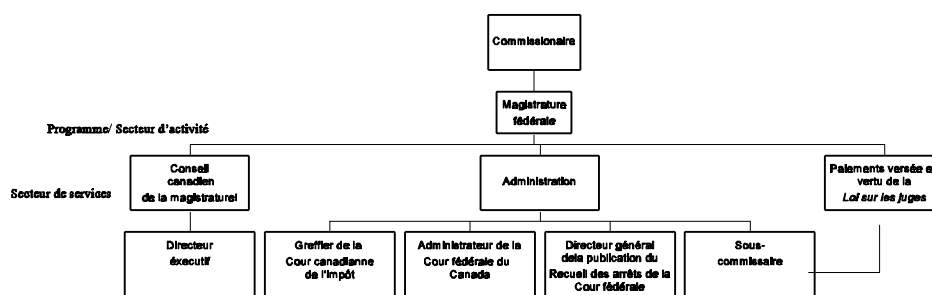
Tableau 9 : Références

### **Index**

**Tableau 1 : Autorisations de dépenser - Résumé du ministère, Partie II du Budget des dépenses**

| Crédit  | (en milliers de dollars)   | 1998-1999<br>Budget des dépenses principal | 1997-1998<br>Budget des dépenses principal |
|---|--|--|--|
| <b>Bureau du Commissaire à la magistrature fédérale</b> |  |  |  |
| 15  | Dépenses d'exploitation  | 3 855                                      | 4 174                                      |
| 20  | Conseil canadien de la magistrature -<br>Dépenses d'exploitation | 499  | 499  |
| (L)   | Paiements versés en vertu de la<br><i>Loi sur les juges</i>      | 226 592                                    | 219 283                                    |
| (L)   | Cotisations aux régimes d'avantages<br>sociaux des employés      | 479  | 387  |
| <b>Total du ministère</b>                               |  | <b>231 425</b>                             | <b>224 343</b>                             |

**Tableau 2: Structure organisationnelle**



**Présentation des dépenses prévues par programme et secteur d'activité pour 1998-1999**

| (En millions de dollars)          | <b>Poste responsable</b> |   |   | <b>Total</b> |
|-----------------------------------|--------------------------|---|---|--------------|
|                                   | Sous-Commissaire         | Directeur général<br>Recueil des arrêts<br>de la Cour<br>fédérale | Directrice exécutive,<br>Conseil Canadien de<br>la magistrature |              |
| Secteur d'activité                |                          |   |   |              |
| Magistrature fédérale             | 230,6                    | 0,8   | 0,5   | <b>231,9</b> |
| <b>Total des dépenses prévues</b> | <b>230,6</b>             | <b>0,8</b>  | <b>0,5</b>  | <b>231,9</b> |

**Tableau 2.1 : Équivalents temps plein (ÉTP) prévus par programme et secteur d'activité**

|                       | Prévu<br>1997-1998 | Prévu<br>1998-1999 | Prévu<br>1999-2000 | Prévu<br>2000-2001 |
|-----------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| Magistrature fédérale | 44                 | <b>45</b>          | 45                 | 45                 |

**Tableau 2.2 : Détails des besoins en ÉTP**

|                            | Prévu<br>1997-1998 | Prévu<br>1998-1999 | Prévu<br>1999-2000 | Prévu<br>2000-2001 |
|----------------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| <b>Échelle de salaires</b> |                    |                    |                    |                    |
| <30 000                    | 0                  | <b>0</b>           | 0                  | 0                  |
| 30 000-40 000              | 18                 | <b>17</b>          | 17                 | 17                 |
| 40 000-50 000              | 9                  | <b>11</b>          | 10                 | 10                 |
| 50 000-60 000              | 4                  | <b>4</b>           | 4                  | 4                  |
| 60 000-70 000              | 4                  | <b>2</b>           | 3                  | 3                  |
| 70 000-80 000              | 4                  | <b>5</b>           | 5                  | 4                  |
| >80 000                    | 5                  | <b>6</b>           | 6                  | 7                  |
| <b>Total</b>               | <b>44</b>          | <b>45</b>          | <b>45</b>          | <b>45</b>          |

**Tableau 3 : Sommaire des article de dépense courants du Bureau**

| (en millions de dollars)                                     | Dépenses<br>Prévues<br>1997-1998 | Dépenses<br>prévues<br>1998-1999 | Dépenses<br>prévues<br>1999-2000 | Dépenses<br>prévues<br>2000-2001 |
|--|----------------------------------|----------------------------------|----------------------------------|----------------------------------|
| <b>Personnel</b>   |                                  |                                  |                                  |                                  |
| Traitements et salaires                                      | 159,6                            | <b>168,6</b>                     | 172,7                            | 172,7                            |
| Cotisations aux régimes d'avantages sociaux<br>des employés  | 0,4                              | <b>0,5</b>                       | 0,5                              | 0,5                              |
|  | 160,6                            | <b>169,1</b>                     | 173,2                            | 173,2                            |
| <b>Biens et services</b>                                     |                                  |                                  |                                  |                                  |
| Transport et communications                                  | 12,9                             | <b>13,1</b>                      | 13,3                             | 13,3                             |
| Information  |                                  | <b>0,1</b>                       | 0,1                              | 0,1                              |
| Services professionnels<br>et spéciaux                       | 2,4                              | <b>1,5</b>                       | 1,5                              | 1,5                              |
| Locations  | 0,1                              | <b>0,1</b>                       | 0,1                              | 0,1                              |
| Achats de services de<br>réparation et d'entretien           |                                  | <b>0,1</b>                       |                                  |                                  |
| Services publics, fournitures<br>et approvisionnements       | 0,1                              | <b>0,1</b>                       | 0,1                              | 0,1                              |
| Autres subventions et paiements<br>Tarif postal préférentiel | 2,5                              | <b>2,4</b>                       | 2,6                              | 2,6                              |
| Dépenses en capital secondaires                              | 18,0                             | <b>17,4</b>                      | 17,7                             | 17,7                             |
| Total des frais de fonctionnement                            | 178,0                            | <b>186,5</b>                     | 190,9                            | 190,9                            |
| <b>Paiements de transfert</b> (Prévus par la loi)            | 42,7                             | <b>45,7</b>                      | 48,7                             | 48,7                             |
| <b>Dépenses budgétaires brutes</b>                           | 220,7                            | <b>232,2</b>                     | 239,6                            | 239,6                            |
| <b>Moins : Recettes à valoir sur le crédit</b>               | 0,3                              | <b>0,3</b>                       | 0,3                              | 0,3                              |
| <b>Dépenses budgétaires nettes</b>                           | 220,4                            | <b>231,9</b>                     | 239,3                            | 239,3                            |
| <b>Non budgétaires (LIA)</b>                                 |                                  |                                  |                                  |                                  |
| <b>Total</b>   | 220,4                            | <b>231,9</b>                     | 239,3                            | 239,3                            |

**Tableau 4 : Ressources par programme et secteur d'activité pour l'exercice du Budget des dépenses**

| (en millions de dollars) |                      | Budgetaires                  |    |             |                             |   |                         |   |                         |
|--------------------------|----------------------|------------------------------|----|-------------|-----------------------------|---|-------------------------|---|-------------------------|
| ÉTP                      | Fonds d'exploitation | Subventions et contributions |    | Crédit brut | Articles prévus par la loi* | Non budgétaires Prêts placements et avances | Dépenses brutes prévues | Moins : Recettes à valoir sur le crédit | Dépenses brutes prévues |
|                          |                      | Magistrature fédérale        | 45 |             |                             |   |                         |   |                         |

\*À l'exclusion des articles non budgétaires ou des cotisations aux régimes d'avantages sociaux des employés et des indemnités du ministre qui sont imputés aux dépenses d'exploitation.

**Tableau 5 : Détails des paiements de transfert par programme et secteur d'activité**

| (en milliers de dollars)   | Dépenses prévues 1997-1998 | Dépenses prévues 1998-1999 | Dépenses prévues 1999-2000 | Dépenses prévues 2000-2001 |
|--|----------------------------|----------------------------|----------------------------|----------------------------|
| <b>Magistrature fédérale</b>   |                            |                            |                            |                            |
| <b>SUBVENTIONS</b>   |                            |                            |                            |                            |
| Montants forfaitaires versés au conjoint survivant d'un juge qui décède pendant son mandat, somme équivalant au sixième du traitement annuel du juge à son décès | 146 000                    | <b>146 000</b>             | 146 000                    | 146 000                    |
| Pensions en vertu de la Loi sur les juges  | 42 574 000                 | <b>45 550 000</b>          | 48 606 000                 | 48 606 000                 |
| <b>Total des subventions</b>   | 42 720 000                 | <b>45 696 000</b>          | 48 752 000                 | 48 752 000                 |
| <b>CONTRIBUTIONS</b>   |                            |                            |                            |                            |
| <b>Total des contributions</b>   | 0                          | <b>0</b>                   | 0                          | 0                          |
| <b>Total</b>   | 42 720 000                 | <b>45 696 000</b>          | 48 752 000                 | 48 752 000                 |

**Tableau 6 : Détails des recettes par programme**

| <b>Recettes à valoir sur le Trésor</b>   | Recettes<br>prévues<br>1997-1998 | <b>Recettes<br/>prévues<br/>1998-1999</b> | Recettes<br>prévues<br>1999-2000 | Recettes<br>Prévues<br>2000-2001 |
|--|----------------------------------|---|----------------------------------|----------------------------------|
| (en millions de dollars)   |                                  |   |                                  |                                  |
| <b>Magistrature fédérale</b>   |                                  |   |                                  |                                  |
| Frais de service du Bureau du juge-arbitre                                     | 0,1                              | <b>0,1</b>                                | 0,1                              | 0,1                              |
| Frais de service du Tribunal des droits de la personne                         | 0,1                              | <b>0,1</b>                                | 0,1                              | 0,1                              |
| Entente administrative avec l'Agence canadienne de développement international | 0,1                              | <b>0,1</b>                                | 0,1                              | 0,1                              |
| <b>Total à valoir sur le crédit</b>  | 0,3                              | <b>0,3</b>                                | 0,3                              | 0,3                              |
| <hr/>  |                                  |   |                                  |                                  |
| <b>Recettes à valoir sur le Trésor</b>   | Recettes<br>prévues<br>1997-1998 | <b>Recettes<br/>prévues<br/>1998-1999</b> | Recettes<br>prévues<br>1999-2000 | Recettes<br>prévues<br>2000-2001 |
| (en millions de dollars)   |                                  |   |                                  |                                  |
| <b>Magistrature fédérale</b>   |                                  |   |                                  |                                  |
| Cotisations des juges à la Caisse de retraite                                  | 8,9                              | <b>9,3</b>                                | 9,7                              | 9,7                              |
| <b>Total des recettes</b>  | 8,9                              | <b>9,3</b>                                | 9,7                              | 9,7                              |



**Tableau 7 : Coût net du programme pour 1998-1999**

| (en millions de dollars)   | Magistrature fédérale |
|--|-----------------------|
| Dépenses brutes prévues  | 232,2                 |
| Plus:  |                       |
| <i>Services fournis sans frais</i>   |                       |
| Locaux fournis par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC)                  | 0,5                   |
| Services de comptabilité et d'émission de chèques fournis par TPSGC                            | 0,1                   |
| Cotisations incluant la part des employés des primes d'assurance-vie et coûts payés par le SCT | 0,1                   |
| Rémunération des employés payée par Ressources humaines Canada                                 | 0                     |
| Traitements et coûts connexes des services juridiques fournis par Justice Canada               | 0                     |
|  | 0,7                   |
| <b>Coût total du Programme</b>   | <b>232,9</b>          |
| Moins:   |                       |
| Recettes à valoir sur le crédit  | 0,3                   |
| Recettes à valoir sur le Trésor  |                       |
|  | 0,3                   |
| <b>Coût net du Programme</b>   | <b>232,6</b>          |
| Coût net estimatif du Programme pour 1997-1998   | 221,1                 |

**Tableau 8 : Liste des lois et des règlements**

| <b>Lois et règlements en vigueur</b>                                  |              |
|---|--------------|
| <i>Loi sur les juges (L.R.C., ch. J-1, art. 1)</i>                    | Février 1997 |
| <i>Décret d'application de la Loi sur les juges (C.R.C., ch. 984)</i> | Février 1991 |

## Tableau 9 : Références

---

### Liste des rapports du Bureau et des rapports prévus par la loi

---

Rapport annuel du Conseil canadien de la magistrature  
Actualités informatiques pour la magistrature  
Recueil des arrêts de la Cour fédérale  
Processus de nomination des juges fédéraux - novembre 1996  
Rapport et recommandations de la Commission de 1995 sur les salaires et les avantages sociaux des juges

#### **Bureau du Commissaire à la magistrature fédérale**

110, rue O'Connor, 11<sup>e</sup> étage

Ottawa (Ontario)

K1A 1E3

**Téléphone :** (613) 992-9175

**Télocopieur :** (613) 995-5615

**Adresse internet :** <http://www.fja-cmf.gc.ca>

## Index

|   |                  |
|---|------------------|
| Administration  | 3, 7, 8, 12      |
| Secteur d'activité  | 3, 8, 12, 13, 15 |
| Agence canadienne de développement international                                    | 10, 16           |
| Conseil canadien de la magistrature   | 3, 5, 12, 13     |
| Commissaire à la magistrature fédérale  | 3, 5, 12         |
| Services communs  | 7, 9, 10         |
| Projet coopératif   | 7, 9, 10         |
| Sous-commissaire  | 5, 12, 13        |
| Cotisations aux régimes d'avantages sociaux des employés                            | 12               |
| Cour fédérale du Canada   | 3, 5, 8, 12      |
| Recueil d'arrêts de la Cour fédérale  | 5, 12, 13        |
| Tribunal canadien des droits de la personne   | 16               |
| Informatiques   | 3, 7, 8, 9, 10   |
| Juges, traitements, indemnités et pensions et prestations versées aux bénéficiaires | 3, 5, 15         |
| <i>Loi sur les juges</i>  | 3, 5, 7, 8, 12   |
| Réseau électronique de la magistrature informatisé (REMI)                           | 9, 10            |
| Secrétariat des nominations à la magistrature fédérale                              | 5                |
| Formation linguistique - juges  | 5, 7, 9, 10      |
| Bureau du juge-arbitre  | 16               |
| Besoins de personnel  | 13               |
| Revenu  | 6, 8, 14, 16, 17 |
| Secteur de services   | 3, 12            |
| Cour canadienne de l'impôt  | 3, 5, 12         |
| Formation et perfectionnement   | 7, 9, 10         |
| Paiements de transfert  | 15               |
| Vidéoconférences  | 8, 9, 10         |